

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 23 septembre 2019**

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 08

Objet de la délibération : Direction de la  
Cohésion Sociale - Thématique  
"Prévention de la délinquance"-  
Attribution d'une subvention à  
l'association FONDATION D'AUTEUIL

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2019.162

Date de la convocation :

**Le 17/09/2019**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **- 2 OCT. 2019**

de la réception s/Préfecture  
en date du **- 7 OCT. 2019**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

L'an deux mil dix-neuf et le 23 septembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Michel ROSSI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Joseph VALETTE

**Madame SALUCKI,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance.

Dans le cadre des actions proposées en direction du quartier prioritaire de Vallauris, l'association FONDATION D'AUTEUIL, qui porte un Espace de Vie Sociale sur la commune, a proposé de mettre en œuvre un projet spécifique dont l'objectif est le développement de l'esprit critique et de la citoyenneté.

Ainsi, en 2019, est sorti "Tu iras au paradis", court-métrage réalisé par « ROST », personnalité du monde de l'audiovisuel qui bénéficie d'une notoriété certaine auprès du public jeunes et connu pour son implication dans certaines actions en faveur de la citoyenneté. Ainsi, après les émeutes de 2005, ROST crée « Banlieues Actives » et parcourt la France pendant un an pour inciter les jeunes et les habitants des quartiers à s'inscrire sur les listes électorales et à aller voter.

En 12 minutes, le film "*Tu iras au paradis*", raconte l'histoire de Rémi, à peine majeur et déjà radicalisé. Le jeune homme fait partie d'un commando terroriste et il est prêt à se faire exploser dans une brasserie bondée. Nabil, joué par le comédien Smaïn, le reconnaît, s'invite à sa table et engage la discussion. Le synopsis dépeint ainsi le piège de la radicalisation dans lequel certains esprits plus vulnérables risquent de tomber. Il apporte un contre discours crédible et percutant.

Le but poursuivi par le réalisateur de ce film, lui-même issu d'une banlieue parisienne « difficile » est de prévenir la radicalisation chez les jeunes. Le discours accompagnant son film a vocation à toucher les jeunes « des quartiers » susceptibles de se reconnaître dans son parcours de vie.

ROST a déjà fait en 2018 une intervention réussie auprès des jeunes collégiens de Pablo PICASSO lors de laquelle il avait présenté un autre de ses courts-métrages « *et si on s'en sortait* ».

Pour ce nouveau projet, l'association FONDATION D'AUTEUIL aura en charge l'organisation d'une projection débat impliquant au maximum 90 personnes.

Sont visés par ce projet les enfants d'au moins 8 ans ou adolescents accompagnés de leurs parents. Adhérents de l'Espace de Vie Social ou d'autres associations partenaires, ils pourront ainsi participer :

- à des ateliers préparatoires d'échanges avec des représentants des institutions sur les questions de protection et sécurité des citoyens (Antennes de justice, Services de police, représentant du tribunal etc...) ;
- à un débat qui fera suite à la projection du court-métrage « *Tu iras au paradis* » ;
- à d'autres moments de réunions qui feront suite à cette projection et qui auront lieu dans les locaux de l'association.

Cette démarche de travail dans le domaine de la prévention de la radicalisation est soutenue par le Comité Interministériel pour la prévention de la délinquance et de la radicalisation. Cette même action a d'ores et déjà été mise en place, depuis le mois de mars dernier, au sein d'associations en lien avec la jeunesse sur le territoire national.

Le coût estimatif de cette action est de 6 085 €. Il est porté par la FONDATION D'AUTEUIL (2 085 € de fonds propres). Il est également cofinancé par la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes pour un montant de 3 000 €.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action à hauteur de 1000 €.

Une convention de participation financière fixant les objectifs de cette action est annexée au présent rapport.

**Considérant** que par délibération n° CC.2014.005 du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention, à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

**Considérant** que cette action de prévention de la délinquance menée par la FONDATION D'AUTEUIL s'inscrit dans les compétences Politiques de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

**Considérant** l'intérêt que représente cette action pour la communauté ;



**Vu** l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 septembre 2019 sur cette action ;

**Vu** les crédits qui figurent au Budget Primitif de l'année 2019 et engagés en cours d'année ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention d'un montant de 1 000 € à l'association FONDATION D'AUTEUIL,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association sus-citée et la CASA, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à la Politique de la ville à signer ladite convention et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; fonction « 03 » ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'octroyer une subvention d'un montant de 1 000 € à l'association FONDATION D'AUTEUIL,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association sus-citée et la CASA, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à la Politique de la ville à signer ladite convention et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; fonction « 03 » ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 23 septembre 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



**Jean LEONETTI**



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC LA FONDATION D'AUTEUIL  
« Esprit critique et citoyenneté »**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 – 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire 23 septembre 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET**

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale, sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

**EXPOSE :**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL développe une action autour de la citoyenneté avec cet « Esprit critique et citoyenneté ».

Dans ce cadre, le projet est prévu en plusieurs phases :

- des ateliers d'échanges avec la police sur les questions de protection et sécurité des citoyens
- des ateliers d'échanges avec l'antenne de justice de Vallauris

- préparation et visite d'un tribunal et un débat suite à la projection du court-métrage « Tu iras au paradis », réalisé par ROST sur le sujet de la prévention et des dangers de la radicalisation. D'autres moments de réunions feront suite à cette projection. Ils auront lieu dans les locaux de l'association.

L'action pourrait toucher jusqu'à 90 personnes.

Plus largement, ce film et la démarche de travail autour de la prévention de la radicalisation sont soutenus par le Comité Interministériel pour la prévention de la délinquance et de la radicalisation. Cette action a d'ores et déjà été mise en place, depuis le mois de mars dernier, au sein d'associations en lien avec la jeunesse.

Cette action cofinancée par la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes s'adresse principalement aux habitants du quartier prioritaire de Vallauris pour des parents et enfants à partir de 8 ans.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 septembre 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une action de sensibilisation à la citoyenneté à destination du public résidant sur le quartier prioritaire.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

#### **Article 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

**En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

#### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 6 085€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

FONDATION d'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **Article 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 1 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte de l'association FONDATION D'AUTEUIL par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **Article 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION-EVALUATIONS INTERMEDIAIRE ET FINALES**

L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Evaluations intermédiaires**

FONDATION d'AUTEUIL s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de participants (adultes/enfants);
- Nombre d'ateliers en groupe ;
- Nombre de partenaires associés à l'action ;
- Qualité des échanges entre les familles et les professionnels ;
- Qualité des supports d'expression rendus par les professionnels.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement entre le service politique de la ville et FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

### **Article 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

L'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

### **Article 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par la FONDATION d'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **Article 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

FONDATION d'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1er, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

## **Article 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

## **Article 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **Article 12 : LITIGES**

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

## **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), la FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel.



Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association FONDATION D'AUTEUIL,  
Le Président,

Nicolas TRUELLE

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- présidente déléguée à la  
Politique de la Ville

Michelle SALUCKI

Projet n° .....

## 6. Budget<sup>5</sup> du projet

Année 2019... ou exercice du ...01/05/2019..... au .....31/12/2019....

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
60 - Achats	100	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	100	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation <sup>6</sup>	6085
61 - Services extérieurs	150	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
Locations	100		
Entretien et réparation			
Assurance	50	Conseils Régional(aux)	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	2500	Conseils Départemental(aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2500		
Publicité, publications		-	
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes CASA	1000
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux CAF	3000
64 - Charges de personnel	2847	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels	2847	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Fondation AA	2085
65 - Autres charges de gestion courante	388	75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758 Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
<b>CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET</b>		<b>RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET</b>	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>6085</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>6085</b>
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE<sup>7</sup>

<sup>5</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>6</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

2A

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 23/09/2019  
Numéro : BC\_2019\_162  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Thématique "Prévention de la délinquance"- Attribution d'une subvention à l'association FONDATION D'AUTEUIL  
Matière : 7.5 - Subventions  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 8HXs7HR

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 07/10/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190923-BC\_2019\_162-DE

**Acte reçu**

Date : 23/09/2019  
Numéro interne : BC\_2019\_162  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 7  
Code matière 2 : 5  
Objet : Thématique "Prévention de la délinquance"- Attribution d'une subvention à l'association FONDATION D'AUTEUIL  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190923-BC\_2019\_162-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
99\_DE-006-240600585-20190923-BC\_2019\_162-DE-1-1\_2.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190923-BC\_2019\_162-DE-1-1\_3.PDF

N